

CTL du 5 novembre 2018

Déclaration liminaire

Le 29 octobre se tenait un Comité interministériel de la transformation publique (CITP) présidé par le Premier ministre. Sans constituer une surprise, les annonces de l'exécutif sur l'avenir du service public et de la Fonction publique sont venues confirmer à la fois nos craintes et nos analyses.

L'objectif principal est confirmé : mettre tout en œuvre pour supprimer 120 000 emplois dont 50 000 dans la Fonction publique d'État. Pour y parvenir, plusieurs axes sont réaffirmés, très largement inspirés du rapport CAP22 que Solidaires Finances Publiques avait rendu public. La DGFIP est particulièrement concernée.

Ces réformes, d'ampleur inégalée, s'appuient notamment sur l'utilisation massive du numérique sensée supprimer les tâches les plus rébarbatives (à faible valeur ajoutée) d'une part, d'autre part simplifier les démarches administratives pour les usagers. Le numérique est aussi présenté comme un outil d'amélioration des conditions d'exercice des missions, notamment celles relatives au contrôle fiscal avec le datamining.

A ce parti pris technologique s'ajoutent des évolutions fondamentales comme :

- la création d'une agence unique de recouvrement des prélèvements sur les entreprises,
- la suppression du numéraire dans le réseau de la DGFIP,
- l'expérimentation des agences comptables,
- la mise en place du compte financier unique,
- la mise en extinction du principe de séparation ordonnateur/comptable,
- définir et mettre en œuvre une nouvelle politique immobilière,
- poursuivre la contraction du réseau.

Il faut rajouter à tout cela les réformes engagées en parallèle ou en avance par la DG elle-même. L'impact sur les missions, leur périmètre et leur contenu est incommensurable. Celui sur les personnels est largement prévisible. Mais que chacune et chacun se rassure, les pouvoirs publics nous accompagnent... que ce soit sur les chemins de la mobilité forcée (Prime de Restructuration de Service à la hausse, révision du Complément Indemnitaire d'Accompagnement) ou vers la sortie (rénovation du dispositif de l'indemnité de départ volontaire, recours aux contractuels, mise en extinction progressive du statut...).

Ce sont tout à la fois les principes et les valeurs du service public universel et ceux de la Fonction publique qui sont mis à mal dans une approche purement dogmatique. Les grands axes de la refonte de l'action publique et de la Fonction publique sont désormais officiellement actés. La haute Fonction publique est appelée à tout faire pour la réussite de ce démantèlement programmé que Solidaires Finances Publiques annonce depuis des mois, voire des années.

Et pendant ce temps, à la DGFIP, tout va bien. Le 24 octobre, le DG recevait les secrétaires généraux des quatre organisations syndicales représentatives au Comité Technique de Réseau. Dans un contexte de totale inadéquation entre nos charges et les emplois, M. Parent trouve normal que des directions mette la pression sur les agents pour restreindre les congés de fin d'année 2018 (Services de Publicité Foncière et Enregistrement, Services De l'Enregistrement) ou de début d'année 2019 (SIP, centres d'appels).

Dans la perspective du Prélèvement A la Source (PAS), M. Parent nie tout risque de bug systémique, et reconnaît seulement que quelques difficultés pourraient survenir, lesquelles seraient immédiatement prises en charge par des équipes réactives. Il assume les pratiques de taxation de défaillant, qu'il admet illégales, pour peu que cela facilite la mise en œuvre de ce qu'il doit bien considérer comme SA grande réforme.

Il se satisfait du volume de suppressions d'emplois pour 2019 et se garde bien d'émettre un quelconque avis quant à ce qui nous attend en la matière d'ici 2022.

Bref, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, et pourvu que l'Histoire retienne son nom comme l'auteur d'une révolution dans le recouvrement de l'impôt... et qu'on oublie qu'il aura activement participé à la destruction de sa propre administration.

Et à la DDFIP du Tarn ?

Les agents des Services d'Impôts des Particuliers (SIP) voient arriver le PAS, un peu comme on verrait un tsunami arriver, alors qu'on est sur la plage... La Direction entend, et leur répond : accrochez-vous bien...

Ce n'est pas vraiment mieux pour les Services des Impôts des Entreprises (SIE), dont les agents se demandent parfois si quelqu'un se souvient qu'ils auront un rôle à jouer dans cette réforme. Cela dit, ils n'ont pas le temps de se poser trop de questions, occupés à se débattre avec les ralentissements de Medoc-Web et autres déconnexions intempestives ou avec la campagne de Cotisation Foncière des Entreprises.

Nous apprenons aussi que la Trésorerie de Rabastens perd la gestion du syndicat de l'eau : serait-ce le début de la fin ? Difficile à savoir, tellement nous nageons en eau trouble : le chef de poste ignorait ce changement jusqu'à ce qu'il téléphone à une collègue de la Direction.

Non, vraiment, tout va bien...